



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**

**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Informatics Professional Services Division / Division  
des services professionnels en informatique

Les Terrasses de la Chaudière

10, rue Wellington, 4ième

étage/Floor

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> IPS - Set-Aside under PSAB	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> T8086-172450/B	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 010
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> T8086-172450	<b>Date</b> 2019-04-15
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZM-626-34856	
<b>File No. - N° de dossier</b> 626zm.T8086-172450	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-05-15</b>	<b>Time Zone</b> Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Holden, Carole	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 626zm
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 858-9217 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-2675
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## MODIFICATION N° 010

La présente modification vise à modifier la demande de propositions (DP) et à répondre aux questions des soumissionnaires.

### MODIFICATIONS APPORTÉES À LA DP

#### Modification n° 1 :

À la page 1 de la DP, « L'invitation prend fin » :

SUPPRIMER : 2019-05-01

INSÉRER : 2019-05-15

#### Modification n° 2 :

À la Partie A, Procédures d'évaluation et méthode de sélection, 4.3 Évaluation financière, (c) Évaluation financière – Méthode A, l'article (ii) Étape 2 – Attribution des points :

SUPPRIMER : Le tableau 1 – Maximum de points attribués

INSÉRER:

TABLEAU 1 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS Services professionnels en informatique						
Catégories de ressources	Période du contrat 1 <sup>e</sup> année	Période du contrat 2 <sup>e</sup> année	Période du contrat 3 <sup>e</sup> année	Période d'option 4 <sup>e</sup> année	Période d'option 5 <sup>e</sup> année	Total des points
A.7 Programmeur/ Analyste – Niveau 2	50	50	50	50	50	250
A.7 Programmeur/ Analyste - Niveau 3	50	50	50	50	50	250
A.11 Testeur – Niveau 3	50	50	50	50	50	250
B.1 Analyste des activités – Niveau 3	50	50	50	50	50	250
B.10 Spécialiste, service de dépannage– Niveau 2	50	50	50	50	50	250
B.10 Spécialiste, service de dépannage– Niveau 3	50	50	50	50	50	250
<b>TOTAL</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>1500</b>

#### Modification n° 3 :

À la Partie A, Procédures d'évaluation et méthode de sélection, 4.3 Évaluation financière, (d) Évaluation financière – Méthode B, l'article (i) Étape 1 – Attribution des points :

SUPPRIMER : Le tableau 3- Maximum de points attribués

INSÉRER:

<b>TABLEAU 3 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS</b> <b>Services professionnels en informatique</b>						
<b>Catégories de ressources</b>	<b>Période du contrat 1<sup>e</sup> année</b>	<b>Période du contrat 2<sup>e</sup> année</b>	<b>Période du contrat 3<sup>e</sup> année</b>	<b>Période d'option 4<sup>e</sup> année</b>	<b>Période d'option 5<sup>e</sup> année</b>	<b>Total des points</b>
A.7 Programmeur/Analyste – Niveau 2	50	50	50	50	50	250
A.7 Programmeur/Analyste - Niveau 3	50	50	50	50	50	250
A.11 Testeur – Niveau 3	50	50	50	50	50	250
B.1 Analyste des activités – Niveau 3	50	50	50	50	50	250
B.10 Spécialiste, service de dépannage– Niveau 2	50	50	50	50	50	250
B.10 Spécialiste, service de dépannage– Niveau 3	50	50	50	50	50	250
<b>TOTAL</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>1500</b>

## QUESTIONS ET RÉPONSES

### Question n° 29

Source – 4.3 Évaluation financière et 4.4 Méthode de sélection

La section 2.6 de la demande de propositions invite les soumissionnaires à proposer des améliorations à apporter au besoin pendant la demande de soumissions en indiquant clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Par conséquent, nous aimerions traiter de la méthode d'évaluation financière choisie par l'État, qui est décrite dans la Partie 4, Procédures d'évaluation et méthode de sélection.

L'État utilisera une pondération variable pour les catégories de ressources aux fins de l'évaluation financière selon la méthode A. En utilisant une pondération variable pour les catégories de ressources, cela fait en sorte que les soumissionnaires sont forcés à la fois d'augmenter les tarifs au-delà de la valeur du marché et de les baisser en dessous de la valeur du marché pour obtenir la meilleure note financière possible. Par exemple, comme l'État a structuré l'évaluation financière de manière à y inclure différentes pondérations pour différentes catégories de ressources (25 points pour certains postes, jusqu'à 100 pour d'autres), les taux pour les postes que Transports Canada pense utiliser le plus (les catégories ayant un facteur de pondération élevé) seront les plus bas et ne seront aucunement représentatifs des taux qu'il faudrait offrir pour attirer des candidats prometteurs. Essentiellement, le taux des postes ayant un facteur de pondération élevé sera largement réduit, simplement parce que le calcul de la formule d'évaluation fait en sorte qu'il est nécessaire de niveler vers le bas pour tenter de remporter l'appel d'offres. Par ailleurs, le nombre de points très bas accordé à certains postes permettra aux fournisseurs d'augmenter les taux largement au-delà de ceux du marché sans influencer grandement leur note financière. Plus important encore, cela fait en sorte que les candidats qui auraient dû obtenir un poste mieux rémunéré (en raison de la définition des postes) passeront graduellement dans les catégories pouvant leur procurer une meilleure rémunération. Les ressources qui devraient être rémunérées au taux du marché ou juste en dessous de celui-ci finiront par coûter plus cher que le taux du marché. Cela pourrait entraîner un important roulement de personnel dans les catégories les moins rémunérées et faire en sorte que le client paiera trop cher pour les catégories de ressources ayant une pondération moindre.

Les problèmes de la mauvaise qualité des ressources et du roulement de personnel élevé, qui sont causés par la pondération, se manifestent constamment dans les arrangements en matière d'approvisionnement ayant des paramètres financiers semblables. Par conséquent, dans l'objectif de permettre à Transports Canada d'obtenir des candidats prometteurs pour ce projet pendant toute la durée de leur autorisation de tâche, nous formulons les demandes suivantes :

- pour l'évaluation financière, répartir les points de façon à ce que toutes les catégories de ressources aient la même pondération (p. ex. 100 points pour la période initiale du contrat et pour chaque période d'option subséquente). Ce procédé évite que les fournisseurs soient tenus de baisser leurs prix pour demeurer concurrentiels en raison du grand nombre de points attribués.

**Réponse n° 29 :** Voir les modifications n° 2 et n° 3 de cette modification de la demande de soumissions.

**Question n° 30 :**

Au cours d'une récente séance de discussion ouverte, SPAC a affirmé s'être acquitté avec succès d'un mandat consistant à faire baisser les prix du marché en utilisant un modèle tarifaire fondé sur le prix médian et la limite inférieure de la tranche médiane. Différents représentants ministériels étaient d'avis qu'il est peu profitable pour l'État d'utiliser ce modèle tarifaire pour les contrats généraux plus importants, puisque les manigances tendent à être plus fréquentes lors de la tarification de catégories de ressources dominantes.

En raison de la méthode utilisée dans cette soumission (modèle de la tranche médiane), nous croyons que TC ne recevra pas de soumission des entreprises les plus compétentes dans leur domaine respectif, puisque ces entreprises possèdent des pratiques établies et qu'elles utilisent donc généralement des taux plus élevés du marché afin de prendre en compte la valeur ajoutée réelle qu'elles apportent à un projet. Comme ces entreprises seront moins susceptibles de présenter une soumission, le taux médian s'en ressentira, ce qui entraînera une diminution du tarif quotidien.

L'État pourrait-il envisager d'ajouter un critère coté exigeant que les soumissionnaires démontrent les travaux réalisés dans le cadre d'un projet, les détails et l'ampleur des travaux réalisés ainsi que la qualité des produits livrables et le respect des échéanciers? Par exemple, les entreprises pourraient-elles décrire deux grands projets (>2 M\$) réalisés au cours des 10 dernières années, au cours desquels les soumissionnaires ont géré directement les projets ou offert des services de gestion de projet par l'entremise d'un BGP, en respectant les échéanciers et à la satisfaction des clients?

**Réponse n° 30 :** Votre demande a été prise en compte, mais l'exigence demeure inchangée.

**Question n° 31 :**

En ce qui a trait aux tableaux « Maximum de points attribués », qui commencent à la page 22, nous supposons que l'attribution des points prend en compte les catégories qui seront les plus utilisées. Cette méthode de pondération tend à favoriser une chute des prix et à entraîner une manipulation des taux, puisque la soumission établit une limite inférieure de la tranche médiane à 10 % sous le taux médian, ce qui fera déjà baisser les prix. L'État pourrait-il envisager de supprimer la pondération en fonction des catégories de ressources et d'évaluer la soumission selon un tarif quotidien seulement?

**Réponse n° 31 :** Voir les modifications n° 2 et n° 3 de cette modification de la demande de soumissions.

**Question n° 32 :**

En ce qui concerne le CTC2 – Stratégie d'atténuation des risques, le CTC3 – Plan de gestion du contrat et le CTC4 – Plan de gestion des talents ainsi que la nécessité de fournir une lettre signée par un client attestant de ces plans pour obtenir le nombre maximum de points, nous trouvons cette exigence très contraignante puisque les clients auraient dû demander cette information dans les soumissions pour pouvoir examiner la capacité d'une entreprise à soutenir ses propres stratégies et plans. Dans le cadre de l'AMAC (qui fait désormais partie des SPICT), les soumissionnaires étaient présélectionnés en fonction de ces mêmes plans et stratégies. Par conséquent, il est maintenant rare que l'on demande aux soumissionnaires de fournir à nouveau les mêmes renseignements qui ont déjà été utilisés au moment de la préqualification. Si nous examinons nos DP archivées, nous comptons moins de dix ministères, organismes ou sociétés d'État qui ont demandé ces renseignements au cours des sept dernières années. Un responsable technique peut être au courant que les entreprises utilisent des processus ou des méthodes pour exécuter le contrat et atténuer les risques, mais dans la plupart des cas, il n'est pas en mesure d'en examiner les détails.

Comme l'évaluation de ces plans et stratégies sera plutôt subjective dès le départ, nous demandons que l'État examine la possibilité d'évaluer les plans en fonction de l'expérience antérieure d'une entreprise dans l'exécution de contrats qui répondent aux éléments énumérés dans chaque critère coté.

**Réponse n° 32 :** Votre demande a été prise en compte, mais l'exigence demeure inchangée.

**Question n° 33 :** Laisse intentionnellement vide

**TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES.**